

*Initiatives ministérielles*

une note pour le remercier de sa gentillesse et de sa bonté au nom des fonctionnaires canadiens.

**Une voix:** C'était de la frime.

**Mme Gaffney:** C'était de la frime, une farce. J'espère qu'il encadrera ma note.

Il y a deux semaines, durant la première sortie des grévistes, j'ai reçu copie d'une lettre envoyée au président du Conseil du Trésor par Glen Whalley, un électeur de Nepean—et je signale qu'il m'a permis de mentionner son nom. Il m'a envoyé une copie de cette lettre, et j'ai vraiment trouvé que ses remarques valaient la peine d'être rapportées parce qu'elles décrivent très bien non seulement les sentiments du fonctionnaire ordinaire, mais aussi ceux du Canadien ordinaire.

Je vais vous lire cette lettre:

Je suis un bon père de famille, qui a des comptes à payer, et je suis fier de mon travail. Je suis membre de l'AFPC. Vous semblez avoir une mauvaise perception des employés qui travaillent pour le gouvernement du Canada. Je peux comprendre cela, compte tenu de toutes les accusations qu'on entend sur la colline du Parlement, à la table des négociations et dans les médias. Je voudrais donc vous donner le point de vue d'une personne ordinaire.

Votre gouvernement est au pouvoir depuis sept ans et, pourtant, vous essayez encore de rejeter la responsabilité de votre situation financière sur les gouvernements précédents. C'est votre gouvernement qui a perpétué le récent désastre économique à cause de son manque de prévoyance et de sensibilité. C'est votre gouvernement qui a joué le rôle de catalyseur dans notre dilemme en nous imposant, entre autres choses, le libre-échange et la TPS.

Les prix de nos produits ne baissent pas, le coût de la vie augmente encore et nous voyons nos industries quitter le pays pour aller s'installer chez nos voisins du Sud. Nous voyons nos familles, nos amis et nos voisins perdre leurs emplois ou perdre leurs entreprises acculées à la faillite.

Vous vous attendez à ce que nous acceptions votre offre. En fait, vous avez presque l'air surpris que nous ne voulions pas régler notre avenir financier pour les trois prochaines années et faire confiance à un gouvernement des plus imprévisibles sur la plan de la gestion budgétaire. Vous voulez aussi que nous acceptions aveuglément cette offre avant de savoir si vous allez négocier de bonne foi pour ce qui est du reste de nos demandes. Soyons réalistes, monsieur, votre bilan jusqu'à maintenant n'est pas très favorable. En tant qu'homme d'affaires, accepteriez-vous ces conditions dans votre contrat de travail?

J'ai, à mon tour, une proposition à vous faire.»

Voici la proposition que cet homme a faite au ministre:

Si vous réussissez à convaincre les Canadiens qui travaillent dans le secteur privé et qui, cette année, ont droit à une augmentation de salaire de donner leur augmentation pour aider à rembourser la dette nationale, et ce, après avoir payé plus cher pour les services publics, la nourriture et les vêtements, après avoir payé l'impôt fédéral et provincial sur le revenu, la TPS fédérale, les taxes de vente provinciales, les taxes municipales et foncières, les taxes sur l'essence, celles sur les voitures, celles sur les pneus, celles sur les alcools, celles sur les cigarettes, celles sur les repas pris au restaurant, etc.

Si vous convainquez les travailleurs canadiens du secteur privé qui sont encore en train de négocier les questions salariales de donner l'augmentation qu'ils pourraient obtenir cette année pour aider à rembourser le déficit.

Si vous convainquez vos collègues députés, les sénateurs et tous les autres hauts fonctionnaires de renoncer à la partie de leur revenu qui est nette d'impôt et de rembourser la part de leurs impôts que, nous, le reste des contribuables, sommes obligés de payer.

Si vous y parvenez, j'essaierai alors de convaincre mes collègues de travail que votre offre de 0, 3 et 3 est acceptable.

Je me garderai de parler davantage des promesses que votre parti n'a pas tenues, notamment au chapitre de l'équité salariale. Des déceptions quant à l'efficacité de la sous-traitance. Des gaffes, des bouffonneries douteuses et des dépenses des hauts fonctionnaires et des ministres, qui coûtent annuellement des millions de dollars aux contribuables. Des manœuvres sornaises, comme celle qui a permis d'autoriser précipitamment les augmentations salariales de certains gros bonnets juste avant de geler le salaire des employés subalternes. De votre manque de respect absolu à l'égard du principe de la négociation collective, des conciliateurs avec lesquels vous avez accepté de travailler, voire des règles que vous avez vous-mêmes établies pour garantir des négociations équitables. Enfin, je me garderai aussi de parler de l'attitude insupportable de votre gouvernement qui croit pouvoir n'en faire qu'à sa guise sous prétexte qu'il dispose d'une majorité à la Chambre, et ce, même s'il a l'appui de moins de 16 p. 100 de la population.

Je demande aux Canadiens de ne pas nous en vouloir d'essayer de maintenir notre niveau de vie. Ce n'est pas nous qui avons augmenté vos impôts. Ce n'est pas nous qui avons brisé des promesses électorales et qui avons créé un contexte économique où les agriculteurs et les pêcheurs sont incapables de subvenir aux besoins de leur famille et où les familles monoparentales doivent recourir à l'aide sociale pour survivre.

Ce n'est pas nous qui avons institué des taxes qui ont mené des camionneurs et de petites entreprises à la ruine. Mais surtout, vous devez savoir que nous ne sommes pas responsables de ce gouvernement ni de ses orientations.

J'ai dû lire la lettre presque intégralement, car à mon avis, personne dans cette Chambre n'aurait pu expliquer aussi bien et avec autant de sensibilité le point de vue du Canadien moyen et du fonctionnaire moyen.

J'ai reçu un autre appel ce matin de M. Barker. Il dit que le gouvernement cause un grand tort à la fonction publique, qu'il est en train de la détruire. C'est pourtant une institution qui a derrière elle de brillants états de service et dans laquelle il est très fier d'avoir travaillé.

M. Barker parle de l'hypocrisie du gouvernement, qui engage le Canada dans des blocs commerciaux de plus en plus importants et parle de rendre les Canadiens plus concurrentiels sur les marchés internationaux tout en traitant ses propres employés d'une manière qui est en totale contradiction avec cette orientation: recours démoralisant à l'impartition, compressions, blocage des salaires.